

Vert tout de même

PAR CHRISTIAN BRODHAG (COMMISSION EXECUTIVE DES VERTS)

Réagir à une telle diversité de textes est difficile dans un espace restreint, autant annoncer la couleur (verte) et dire mon accord profond avec les textes de Vitalis, Lévy et Deléage, et dans une certaine mesure avec celui d'Agnès Roche et Jean-Luc Benhamias. Je trouve la critique de Beney juste mais imparfaitement fondée ; par contre je suis en désaccord avec les textes d'Aznar et Duclos.

UN NOUVEAU CONTRAT HOMME - NATURE

La plupart des analystes de l'écologie se complaisent à séparer une écologie qui privilégie la Nature sur l'homme et une autre qui privilégierait l'Homme par rapport à la nature. Jean Paul Deléage n'échappe pas à ce raccourci distinguant ceux qui souhaitent réhabiliter une nature "dans un état mythiquement originel" et ceux qui inciteraient notre espèce à "choisir sa nature" (1). Connaissant les écrits de Jean Paul Deléage (2), on sait les limites qu'il pose à cette formulation ; néanmoins on peut s'inquiéter de la force de cette formule et s'interroger sur la capacité des hommes à choisir réellement leur nature. Ce genre de concept peut entretenir des illusions qui tiennent plus d'apprentis sorciers que de scientifiques. Comme par exemple ces projets, évoqués aux Etats-Unis, de modification de la chimie des océans en vue d'augmenter leur capacité de stockage du carbone. La marge de manœuvre, l'éventail des choix de nature est en fait très restreint.

Mais l'alternative homme ou nature n'est pas nouveau ; René Dubos avait de son côté tranché le débat "la nature c'est le monde transformé par l'homme" (3).



En écho aujourd'hui Michel Serres critique le mot environnement comme étant ce qui environne l'homme, comme centre de l'univers. Ce mot environnement "suppose que nous autres hommes siégeons au centre d'un système de choses qui gravitent autour de nous, nombril de l'univers, maîtres et possesseurs de la Nature" (4).

Ce débat ne peut s'envisager aujourd'hui qu'au niveau mondial. Et c'est plutôt à cette dernière vision que les ONG, qui préparent la conférence de Rio, semblent aujourd'hui s'attacher : "La création de sociétés durables, humanitaires, axées sur la terre, reconnaît que le droit à l'existence de l'espèce humaine ne prévaut pas sur celui de toute autre espèce et qu'en conséquence, nous devons contrôler notre population et nos schémas de consommation" (5).

Cette révolution copernicienne de l'écologie est nécessaire pour définir une politique respectant les équilibres naturels. En effet Copernic établissant que c'était la terre qui tournait autour du soleil et non l'inverse, n'a pas seulement fait progresser la connaissance de l'astronomie mais il a bouleversé notre vision du monde (6). De même l'écologie nous définit un nouveau système solaire où ce

n'est plus la nature qui tourne autour de l'homme, mais le contraire. Les Amérindiens par exemple ont une vision d'un homme partie intégrante de la Nature.

Faut-il réellement trancher entre un humanisme écologisé ou une écologie humanisée ? En fait non, il s'agit de graver une montagne de problèmes à résoudre ; peu importe si c'est par la face naturaliste ou par la face humaniste, il faut en fait tracer les deux voies simultanément. De même il faudra escalader la face nord du gaspillage et la face sud du sous-développement pour atteindre à Rio un vrai sommet de la planète, qui nous permettrait de dominer les problèmes.

Plus qu'un effet de style, ce qui est en jeu c'est la nécessité de trouver des modes de développement soutenable par des voies variées, les points de départ étant si différents, les échelles de valeurs si dissemblables. "Sans préjudice des critères qui pourront être retenus par la communauté internationale, ni des normes qui devront être définies à l'échelon national, il faudra dans tous les cas tenir compte des échelles de valeurs prévalant dans chaque pays et de l'applicabilité de normes qui sont valables pour les pays les plus avancés, mais qui peuvent ne pas être adaptées aux pays en voie de développement et être pour ces pays d'un coût social injustifié" (7). Cette proposition de la déclaration de Stockholm de 1972 est vraie mais elle a trop servi de prétexte à ne rien faire. La notion d'environnement était alors réduite au simple cadre de vie ; elle ne renvoyait pas à la permanence des équilibres écologiques affectant la survie des espèces vivantes, et de l'espèce humaine en particulier.

La cohérence au niveau mondial des politiques environnementales posait alors des problèmes d'éthique et de solidarité. Aujourd'hui elle devient nécessaire à tous. C'est bien cette nécessité qui est un fait nouveau comme le note Aznar : "nous sommes en face d'une guerre qui ne dresse pas les hommes entre eux, qui est forcément transnationale et qui conduit nécessairement (je



dirait presque égoïstement) à la solidarité" (8).

C'est donc la nécessité d'agir qui doit nous animer. Certaines subtilités sémantiques ou politiques sont avant tout des prétextes à ne rien faire : un scepticisme bien confortable.

D'une certaine façon quand Jean Luc Benhamias et Agnès Roche nous disent que les Verts ne sont pour rien dans la création de leur capital de sympathie et donc de leur électorat (9), ils tiennent pour rien le travail collectif qui tisse l'existence d'une organisation politique. Cette question ressemble à celle de la poule et de l'œuf. Les Verts sont à la fois conséquence de la crise écologique et de celle du monde politique, mais en même temps ils en sont les révélateurs. Ils canalisent par leur existence des projets collectifs. C'est la vocation première d'un parti politique, celle de pouvoir organiser une action collective : cela peut se faire par l'exercice du pouvoir (la contrainte), mais aussi par des grands desseins, par un projet éthique, par une projection de l'image que la société a d'elle-même, par une majorité culturelle. Guy Beney a raison de dénoncer l'écotalie, (10) l'écologie à toutes les sauces, mais loin de nous encourager à l'abstention cela doit nous motiver pour organiser cette popularité dans un projet politique.

LA SOCIOLOGIE DE LA SCIENCE

Le sociologue tient lui aussi des propos démobilisateurs : sous prétexte qu'il identifie des invariants dans l'implémentation sociale du raisonnement scientifique, Denis Duclos en vient à oublier, ou même à nier, l'objet même de l'étude : la destruction de la couverture d'ozone ou l'effet de serre. Il met en cause "certains experts (parmi lesquels ceux

de la NASA qui semble décidément jouer un rôle prépondérant, peut être pour compenser la crise chronique de leur institution dans leur domaine des vols spatiaux habités)" (11). Comme ces phénomènes mettent en jeu la haute atmosphère, il est compréhensible que la NASA américaine s'y intéresse, puisqu'elle dispose des outils scientifiques pour l'étudier. D'autres motivations s'y mêlent sans doute. La science et surtout les techniques et les organisations scientifiques sont certes fruits de mécanismes se déroulant dans les sphères sociales et économiques, mais ce constat ne nous dit rien sur la réalité d'un problème se développant dans la sphère naturelle. Il interpelle notre vigilance.

Le développement du nucléaire a échappé au contrôle politique, au moment où les politiques ont fondé le CEA. Un certain type de connaissances et une lignée de technologies (arme nucléaire, filière graphite gaz, surgénérateur) se sont ensuite imposées à la sphère politique. C'est d'ailleurs l'avantage (en pur terme de sélection naturelle) de la *big science* de générer en même temps les organes qui assurent son expansion et sa survie au risque même de la disparition de l'espèce.

On peut, et on doit même, retourner le raisonnement de Denis Duclos. Un constat sur un problème grave, ou une technologie socialement utile, n'émergent que s'ils sont portés par un intérêt puissant : application potentielle dans le domaine militaire ou économique, grande organisation scientifique, influence notable sur le jeu de la concurrence (12). EDF consacre quatre fois plus de moyens financiers à sa publicité que la France pour le développement des énergies renouvelables. Dans le cas du diagnostic (effet de serre et ozone) : ou bien il trouve sa solution par une prise

en charge dans la sphère sociale (communauté scientifique, organismes de recherche, entreprises), ou c'est au politique de prendre le relais, y compris en implémentant les organisations sociales, susceptibles de prendre en charge le problème.

Autre incantation à l'inaction : celle de Guy Aznar qui nous dit que les écologistes n'ont pas vocation à faire de la politique (13). Il introduit une distinction entre les Verts (attachés à la nature) et les bleus (attachés à une appréhension globale des systèmes vivants). Son code de couleur est en fait arbitraire, et seuls les mauvais esprits y trouveront une intention maligne à l'égard des Verts de la part d'un membre de Génération Ecologie. Ce serait sans doute "*une combine électorale de sous-préfecture*" (14), d'en profiter pour présenter les Verts comme un danger plus grand que les partis politiques, car il peuvent tomber dans "n'importe quel fascisme comme n'importe quel angélisme". Aznar préfère travailler avec les partis existants qui nous ont justement placé dans les périls que nous savons.

EVACUONS L'ÉPOUVANTAIL DE L'ÉCOFASCISME

Bien sûr, il y aurait un réel danger si un petit nombre de "savants" pouvaient au nom de principes scientifiques imposer une dictature. Le mot "savant" lui-même est pervers à l'heure des savoirs en miette. Mais cet épouvantail évacué depuis longtemps de la culture du mouvement d'écologie politique, n'est pas crédible dans le système socio-politique actuel ; pourtant il ressurgit de temps à autres dans une certaine presse qui n'admet toujours pas l'émergence des Verts et leur autonomie.

Par contre il y a un risque que le Front National récupère les thèmes écologiques, et utilise cette sensibilité pour s'en servir de marchepied vers un pouvoir autoritaire. Il y a aussi un danger que les rapports de domination (nord américains par exemple) utilisent la crise écologique pour se perpétuer. C'est dans cette perspective que l'on peut suivre Guy Beney (15) ; car derrière la thèse Gaïa, l'auto-organisation, la complexification, on peut trouver des justifications (par analogie) avec des inégalités supposées nécessaires, la négentropie du Nord se nourrissant de l'entropie du Sud. On retrouve là le danger de la généralisation à toutes les sphères (économiques, sociales, écologiques) de concepts et de paradigmes uniques. On doit par contre



défendre la thèse que chacune de ces trois sphères a sa propre logique, qu'aucune ne peut imposer toutes ses lois aux autres. Mais il doit y avoir cohérence entre elles, donc arbitrage.

Il est par exemple légitime de jauger le fonctionnement des sociétés et de l'économie à l'aune de l'analyse énergétique comme n'importe quel écosystème ; par contre on ne peut faire de l'analyse énergétique l'outil capable de réguler les échanges économiques.

Le vrai danger n'est pas l'écologie politique, mais au contraire que l'environnementalisme soit récupéré par les anciennes idéologies pour masquer et surmonter leurs échecs.

Dans la charge contre les soit-disant verts fachos, il reste assez amusant par exemple de constater que le concept de bio-région si vivement contesté, apparaît dans les *Racines de l'Avenir*, textes de la conférence des ONG de Paris préparatoire à la conférence de Rio inaugurée par François Mitterrand. *"On entend par «biorégion» un espace ayant une identité naturelle et culturelle. Au lieu des frontières artificielles des nations-états, il existe des frontières biorégionales qui survivent depuis des générations, même si elles sont conquises par des puissances extérieures. Les modèles de développement du Nord et de l'Ouest ne prennent pas en compte ces spécificités régionales et imposent des solutions sans se demander si elles sont appropriées ou aptes à répondre aux besoins spécifiques de la région"* (16). Ce concept ne doit rien à Vichy, il cerne le vrai problème politique qui est l'articulation des sphères sociales, économiques et naturelles. Cette articulation n'étant pas la même dans toutes les régions du globe.

DE LA MOTIVATION À L'ACTION COLLECTIVE

La prise en compte des règles et mécanismes naturels n'est donc pas une axiomatique dont on déduirait l'ensemble d'une action politique. C'est une culture qui s'ajoute à d'autres au sein d'un mouvement politique.

L'écologie politique s'est construite à travers des parcours individuels très divers, comme en témoignera un prochain ouvrage : *la Fièvre verte* (17) ; des parcours qui convergent tous pour former aujourd'hui la richesse que donne la diversité, pour former ce que l'on peut considérer comme la seule force politique nouvelle du XX^{ème} siècle.

Les domaines où les dégâts du progrès pouvaient servir de ferment de

réflexion ne manquaient pas. Avant tout fondement théorique dont les différents articles de ce numéro tiennent compte, la construction d'une organisation politique est une affaire d'hommes et de femmes, c'est un problème d'organisation. Comme les fins sont dans les moyens, les processus démocratiques internes et une certaine éthique dans le financement sont autant de garanties sur le comportement de futurs élus Verts.

L'aptitude à réfléchir sur soi-même est caractéristique de l'écologie qui "est née d'une longue suite de combats d'idées. Elles s'est construite dans un choc permanent d'hypothèses. Tout le contraire d'un dogmatisme, soit scientifique, soit religieux." (18.)

En fait la légitimité politique de l'écologie ne se discute plus, elle se constate à sa présence électorale. Le congrès des partis des Verts mondiaux qui est en cours d'organisation en parallèle à la conférence de Rio devrait réunir des représentants d'une centaine de pays, ce qui prouve que les partis Verts ont une vocation à l'universalité planétaire, tout en illustrant une diversité étonnante.

En France, certains sont venus à l'écologie politique par la politique elle-même, de constats en prises de conscience devant l'échec des partis ; ils ont coupé leur cordon ombilical avec d'anciennes idéologies. D'autres, plus apolitiques dans leurs démarches, sont venus à l'écologie par des expériences fort diverses : pollution, destruction du patrimoine naturel, résistance à la technoscience, limites des activités sociales ou humanitaires. La distinction proposée par Agnès Roche revenant à séparer des Verts écolos, des Verts de gauche et de possibles Verts de droite (extrême), en appelant à la vigilance vis à vis de ces derniers, vise à retrouver les clivages droite-gauche au sein de la mouvance écologiste. En fait c'est aujourd'hui une erreur : il y a réellement un dépassement de valeurs. L'écologie s'inscrit dans des problématiques qui dépassent les actuels clivages droit-gauche : vision globale, prise en compte du long terme, perspective réellement mondiale, critique du productivisme, choix de la maîtrise de la démographie...

N'oublions pas la passerelle qui a permis à des électeurs du PC de passer au FN, est celle qui relie les idées simples : le bouc émissaire du capital est remplacé par celui des immigrés. Avant le contenu, c'est bien le mécanisme qui est en cause ; le véritable clivage politique n'est-il pas aujourd'hui entre les partisans de la simplicité, de l'ordre



Dessin paru dans la revue Animer n° 105

(naturel, social, culturel) et ceux qui acceptent la complexité et la diversité, comme fondement d'une action politique ? Le concept de complexité étant totalement différent de celui de complication, contrairement à ce que semble penser Aznar qui identifie l'écosystème naturel à une machine.

Pour répondre à l'objection de Sophie Jacquot-David, on doit suivre Pierre Lévy (19) : il n'est pas question d'appeler un ordre naturel, mais de permettre la coexistence de différents ordres, des rapports complexes des hommes et des sociétés humaines avec la Nature, garantissant à la fois la survie de l'Humanité et celle d'espaces de nature sauvage, littéralement des *no man's land*. Il devient légitime de borner les appétits énergétiques et démographiques de l'espèce humaine proliférante.

D'ORWELL À MAC LUHAN

Nous n'avons pas la place de développer ici la profonde identité qu'il y a entre l'opposition des concepts complication/complexité, signe/sens, sujet de droit/individu vivant. L'excellent texte de Vitalis (20) illustre parfaitement, ce concept qui a une valeur bien plus large que la seule science de la communication. Sur le plan de la politique, qui est l'art des arbitrages, il signifie que le cadre de résolution des contradictions est aussi important que le gagnant de ces contradictions. J'avais avancé l'idée d'une nouvelle pratique complexe (21).

On doit contester la définition de Guy Aznar *"faire de la politique signifie dire le droit"*. La citoyenneté ne se limite pas à suivre la loi, mais elle réside dans l'acceptation de certaines valeurs, de comportements individuels et collectifs. Sur un autre plan Pierre Lévy le dit fort bien : *on ne peut se limiter à viser la survie ou la bonne santé. Le problème n'est pas seulement de rester sujets mais de savoir quels sujets nous voulons être"* (22).

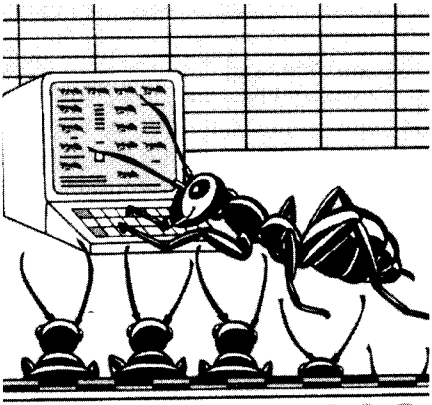
On peut souhaiter que l'activité politique soit aujourd'hui l'organisation de la

négociation collective entre différents acteurs. L'Alliance qui réunit les associations de consommateurs, les associations de protection de la nature et la Confédération Paysanne par exemple, est l'ébauche d'une négociation directe entre des représentants des trois sphères : sociale, naturelle et économique, permettant de définir des objectifs communs sans intervention du politique, une politique contractuelle (existant déjà entre patronat et syndicats). Par contre devant la dictature possible de la majorité, il doit y avoir le respect de la minorité. Suprême paradoxe alors, ceux qui doivent leur pouvoir à la majorité (des électeurs) doivent se préoccuper de la minorité. C'est d'ailleurs le concept de *souci réversif* qui est la seule lucarne de lumière dans le texte noir de Beney. Cela remet en cause l'identification d'un parti politique à une classe d'intérêts, c'est-à-dire une approche utilitariste des organisations humaines, une logique de l'action collective fondée uniquement sur les intérêts individuels.

Si Agnès Roche souligne le décalage entre l'électorat des Verts et les idées avancées par les responsables de ce mouvement, elle semble dire qu'un éclaircissement est nécessaire. En terme éthique certes, mais comme les organisations humaines la politique n'est pas une construction rationnelle.

En France ne disposons-nous pas d'un syndicat agricole majoritaire dont les thèses conduisent directement à la disparition des agriculteurs et donc de leurs adhérents ? Comme quoi une organisation peut subsister hors de son équilibre.

Il y a donc une certaine illusion à jauger sur le plan conceptuel les fondements d'une organisation politique : en fait elle se juge à sa capacité de mobiliser des concepts, de se créer un espace électoral, d'organiser et de canaliser des énergies militantes, à être en phase avec la société tout en la précédant. Pour paraphraser une formule d'Alfred Sauvy : **cessons de nous complaire dans l'onanisme de l'abstraction pour nous accoupler avec la monstrueuse réalité.** ■



1. Jean Claude DELEAGE, *Quelle place pour l'homme dans l'écologie ?* dans ce numéro de Terminal
2. Jean Claude DEBEIR, Jean Paul DELEAGE, Daniel HEMERY, *Les servitudes de la puissance, une histoire de l'énergie*, Flammarion, Nouvelle Bibliothèque Scientifique, 1986. Jean-Paul DELEAGE, *Histoire de l'écologie, une science de l'homme et de la nature, La découverte*, 1991
3. *Les Dieux de l'écologie*
4. Michel SERRES, *Le contrat naturel*, François BOURIN, 1990
5. *Justice entre les peuples, justice entre les générations*, texte préparatoire à la Conférence

- mondiale des ONG, *Les Racines de L'Avenir*, Paris 17 au 20 décembre 1991, p10
6. *Objectif terre*, Christian BRODHAG, éditions du Félin, 1990
 7. *Principe 23 de la déclaration de Stockholm*
 8. Guy AZNAR, dans ce numéro *Les écologistes ont-ils vocation à faire de la politique ?* de Terminal
 9. Jean-Luc BENHAMIAS et Agnès ROCHE, *bonnes feuilles extraites de "Verts de toutes les couleurs, Histoire et sociologie du mouvement écolo"*, Albin Michel, 1991
 10. Guy BENEY, *La montée globalitaire ?*, dans ce numéro.
 11. Denis DUCLOS, *L'écologie est-elle une construction sociale de la peur ?*, dans cette édition de Terminal.
 12. Voir à ce sujet les travaux de Philippe ROQUEPLO sur les pluies acides et le pôt catalytique
 13. Guy AZNAR, *Les écologistes ont-ils vocation à faire de la politique ?*
 14. Guy AZNAR, *Les écologistes ont-ils vocation à faire de la politique ?*
 15. Guy BENEY, *La montée globalitaire ? Mais pourquoi invoque-t-il dans sa démonstration l'Institut Schiller qui développe des thèse et des stratégies autrement plus dangereuses ?*
 16. *Justice entre les peuples, justice entre les générations*, texte préparatoire à la Conférence Mondiale des ONG, *Les Racines de L'Avenir*, Paris 17 au 20 décembre 1991, p9
 17. Raymond PRONIER, Vincent JACQUES LESEIGNEUR, *La Fièvre Verte, les écologistes en politique*, Presse de la Renaissance, à paraître
 18. Jean Paul DELEAGE, *Quelle place pour l'homme dans l'écologie ?* dans cette édition de Terminal
 19. Pierre LEVY, *Donner droit de cité à la nature*, dans cette édition de Terminal
 20. André VITALIS, *Les nuisances invisibles des TIC* dans ce numéro de Terminal.
 21. *Objectif terre.* (déjà cité)
 22. Pierre LEVY, *Donner droit de cité à la nature*, dans cette édition de Terminal.

TERMINAL

Société, Culture, Informatique

MAGAZINE
ÉCOLOGISTE
DES TECHNIQUES
D'INFORMATION ET
DE COMMUNICATION

57 numéros parus
dont 4 spéciaux

TOUS LES DEUX MOIS EN KIOSQUE

Le numéro : 35 Francs
Abonnement 200 F (1 an) • 6 numéros
Spécimen gratuit sur demande

JE M'ABONNE		JE COMMANDE	
<input type="checkbox"/> Tarif normal	200 F	<input type="checkbox"/> Un spécimen gratuit	
<input type="checkbox"/> Etudiants	160 F	<input type="checkbox"/> Une liste des anciens	
<input type="checkbox"/> Entreprises	500 F	numéros	
Nom, Prénom.....			
Adresse.....			

A RETOURNER A TERMINAL 18 RUE DE CHATILLON 75014 PARIS
CHEQUES A L'ORDRE DE CIII (CCP N 2015145F PARIS)